APPEL D'ONG A LA 57^{ÈME} SESSION DE LA COMMISSION DES DROITS DE L'HOMME

Affirmer la primauté du droit à la vie sur les gains exorbitants des sociétés transnationales pharmaceutiques

Le premier février 2001, les Etats-Unis d'Amérique portèrent plainte contre le Brésil devant l'Organisation mondiale du commerce parce que ce pays d'Amérique du Sud a édicté en 1996 une loi qui lui permet de fabriquer des médicaments génériques, entre autres ceux destinés à combattre le SIDA, à des prix nettement inférieurs à ceux des transnationales pharmaceutiques, permettant ainsi aux secteurs pauvres de la population d'y avoir accès.

Parallèlement, le 5 mars 2001 s'est ouvert à Pretoria un procès entamé par 39 grandes entreprises pharmaceutiques transnationales¹ contre la loi sud-africaine qui favorise les médicaments génériques, notamment ceux destinés à combattre le SIDA.

Les Etats-Unis et les transnationales pharmaceutiques plaident contre les lois brésilienne et sud-africaine en invoquant le droit de propriété sur les médicaments en question, protégés par des brevets et en interprétant à leur manière l'accord TRIPS (ADPIC) de l'OMC.

Un des arguments en faveur de la priorité de la protection des brevets consiste à dire qu'il s'agit de motiver les entreprises à investir dans la recherche. Mais en affirmant cela on tait quatre aspects importants :

- 1) Une bonne partie des investissements destinés à la recherche proviennent des Etats, (c'est-à-dire des contribuables) et les laboratoires dépensent plus en publicité qu'ils n'investissent dans la recherche ;
- 2) très rapidement, la commercialisation des médicaments, et les bénéfices qui en découlent, amortissent l'investissement en recherche et développement² ;
- 3) les connaissances dont bénéficient les sociétés pharmaceutiques sont le fruit d'un travail réalisé par des scientifiques et des techniciens qui fait partie d'un processus historique d'accumulation du savoir de l'humanité, au niveau collectif ;
- 4) un droit de brevet trop prolongé favorise les situations de monopole, notamment en ce qui concerne les prix. Ce qui est forcément préjudiciable pour les consommateurs.

La question centrale est de savoir si le droit patrimonial de propriété intellectuelle peut prédominer sur les droits de l'homme, et particulièrement sur le droit fondamental à la vie, d'une bonne partie des peuples d'Afrique décimés par le SIDA. Sans oublier les populations concernées des autres continents.

¹ Parmi les laboratoires qui ont porté plainte contre l'Afrique du Sud se trouvent *Boehringer Ingelheim, Bristol-Myers Squibb, Glaxo Wellcome, Merck et Roche*.

² Les dix plus grands laboratoires des Etats-Unis ont réalisé un chiffre d'affaires de 179 milliards de \$US durant les 12 derniers mois et un bénéfice brut (différence entre les ventes et les coûts de fabrication) de 121 milliards. La marge nette des dix plus grands laboratoires atteint 30% et celle de l'ensemble de l'industrie pharmaceutique 18,6%, soit la marge la plus élevée de toutes les industries (*Forbes*, 27/11/2000). Les dépenses en recherche et développement (incluant le marketing) atteignent 20% de leur chiffre d'affaires (*Wall Street Journal*, 16 novembre 1998) mais sont couvertes à 40% par l'Institut National de la Santé (NIH), un organisme public (*Forbes*, 27/11/2000).

Certains grands laboratoires ont promis de baisser les prix des médicaments utilisés dans les traitements contre le SIDA destinés aux pays africains. Mais jusqu'à aujourd'hui, ils n'ont toujours pas tenu leurs promesses et résistent de toute évidence à accepter la concurrence que représentent les mêmes médicaments meilleur marché.

Ainsi, le laboratoire *Pfizer* a préféré mettre gratuitement un médicament, le *fluconazole*, à disposition des malades en Afrique du Sud plutôt que d'accepter la concurrence du même produit d'origine thaïlandaise, quinze fois moins cher.

En juillet 2000, lors d'une réunion spéciale, le Conseil de Sécurité a déclaré que le SIDA constituait une menace pour la paix et la sécurité en Afrique. Pour être cohérent, le Conseil de Sécurité devrait adopter une résolution obligatoire pour tous les Etats déclarant les médicaments destinés à combattre cette maladie du domaine public.

Les signataires de ce texte demandent à la Commission des droits de l'homme d'adopter, lors de sa 57^{ème} session, une résolution déclarant la primauté des droits humains fondamentaux et en particulier du droit à la vie sur le droit patrimonial de propriété intellectuelle et demandent instamment aux Etats-Unis d'Amérique de retirer leur plainte à l'OMC contre le Brésil et aux 39 transnationales pharmaceutiques de renoncer au procès qui les opposent à l'Afrique du Sud.